



Discours de Maël de Calan,
Conseiller départemental du canton de Saint-Pol-de-Léon,
Président de l'Alliance pour le Finistère

Le 14 décembre, à Quimper

Madame la Présidente,

Je voudrais profiter de l'intervention des maires ruraux pour rappeler l'opposition très forte de l'Alliance à la suppression brutale, contre-productive et inutile des aides à la voirie communale :

- **Brutale**, puisqu'elles ont été ramenées sans aucune concertation de 3 millions d'euros en 2014 à 2 millions d'euros en 2015 puis à zéro en 2016 ;
- **Contre-productive** puisque les routes communales comptent pour 13 000 km sur les 17 000 km de routes du Finistère, et qu'on ne peut pas avoir une vision segmentée de l'entretien du réseau routier. **Vous dites souvent que vous avez perdu la compétence économique : c'est faux !** Des routes mal entretenues, ce sont des temps de transport qui s'allongent, c'est-à-dire moins d'activité économique et moins d'emplois ;
- **Inutile** enfin, puisque pendant que vous supprimez ces aides, vous continuez à dépenser notre argent dans des projets d'un autre âge, qu'il s'agisse de l'acquisition du manoir de Roz-Trefeuntec pour 400 000 euros, de la rénovation des bureaux de la direction des services pour plusieurs centaines de milliers d'euros, ou de l'acquisition du manoir de Keransquer pour 250 000 euros.



La politique est un choix permanent : **la suppression des aides à la voirie communale n'était pas inéluctable**, et le choix que vous avez fait par facilité de réduire notre investissement, pour ne pas engager de revue générale des politiques départementales afin de dégager des économies n'est pas un bon choix. **Nous vous demandons de bien vouloir revenir dessus** et nous vous demandons de nous dire combien coûterait aux finances départementales le rétablissement des aides à la voirie pour les communes de moins de 1 000, de moins de 2 000 et de moins de 3 500 habitants, ce qui permettrait à l'Assemblée de prendre une décision éclairée sur ce point.

Je voudrais dire quelques mots à présent du projet départemental et des orientations budgétaires que vous nous présentez.

Nous conduisons, au Conseil départemental, des politiques utiles. Nécessaires au déploiement des solidarités et à l'aménagement du territoire. Le groupe de l'Alliance se reconnaît dans beaucoup des décisions qui sont prises, sans esprit partisan, ce qui nous conduit d'ailleurs comme cela se fait un peu partout en France, à voter à l'unanimité un grand nombre de rapports.

Nous aimerions, je vous prie de le croire, pouvoir voter ce projet et souscrire à ces orientations budgétaires. Et pourtant ce n'est pas le cas, et pas seulement parce que ces documents sont élaborés sans aucune concertation avec l'opposition.

Nous ne nous reconnaissons pas dans ce projet, d'abord parce qu'il pourrait être celui de n'importe quel département de France. Il y a beaucoup de bonnes choses, énormément de généralités, mais aucun cap, aucune vision, alors que c'est depuis plusieurs dizaines d'années l'un des rôles de notre assemblée que de définir ce cap et d'élaborer cette vision pour porter le développement économique et social du Finistère.

Nous ne nous reconnaissons pas dans ce projet aussi parce qu'il est écrit dans un jargon technocratique incompréhensible, qui montre à chaque page que **le Conseil départemental est tourné vers lui-même plus que vers les usagers**. Ah ça, votre majorité aime bien parler de son action, toujours avec cette petite pointe d'autosatisfaction qui est sa marque de fabrique. Votre truc, c'est le schéma départemental. On entendra ainsi parler pendant deux jours du Schéma départemental des randonnées, du schéma départemental d'animation de la vie sociale, du schéma départemental d'analyse des risques, du schéma départemental de la jeunesse, du schéma départemental de développement touristique, du schéma départemental de développement universitaire et scientifique, du schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services aux publics. Et j'en passe : il ne manque plus qu'un schéma départemental d'organisation des schémas départementaux et la boule sera bouclée.

Si nous avions dû le construire, ou rêvons un peu, si vous aviez eu l'immense audace de nous associer à sa construction, notre projet départemental aurait été différent.

Il aurait d'abord eu pour objectif de parler simplement à tous les Finistériens, pour leur expliquer ce que concrètement nous voudrions changer. **Notre projet, ce serait d'abord des objectifs très concrets - en nombre volontairement limité, parce qu'on ne peut pas tout faire, et qu'un projet c'est l'établissement de priorités politiques :**

- Comment réformer le fonctionnement de la MDPH pour réduire le délai d'examen des dossiers ;
- Comment augmenter le nombre de places d'accueil pour les personnes âgées handicapées comme le Conseil départemental des Côtes d'Armor s'apprête à le faire massivement ;
- Comment entretenir et développer le réseau routier départemental pour réduire les temps de transports et renforcer la sécurité ;

- Comment améliorer le fonctionnement des transports scolaires pour faciliter la vie des familles ;
- Comment simplifier la vie des assistantes maternelles qui n'en peuvent plus de l'instabilité des normes et du caractère aléatoire des contrôles ?

Voilà quelques questions très simples, très concrètes que nous aurions posées dans notre projet, pour tâcher d'y répondre. Des questions qui parlent beaucoup plus aux Finistériens que les grandes envolées lyriques sur le Finistère équilibré et équitable, connecté et ouvert, solidaire ou inclusif, partenaire et fédérateur.

A côté de ces questions, nous aurions rappelé cinq grands combats qui structureraient notre action :

- Le combat pour **obtenir l'inscription au futur contrat de plan Etat-Région de Brest et Quimper à 3 heures de Paris**, condition nécessaire pour éviter la fuite des emplois vers l'entrée de la Bretagne et le décrochage de la pointe ;
- Le combat pour **préserver la filière agricole et agro-alimentaire dans le Finistère**, en faisant du lobbying à Rennes, Paris et à Bruxelles pour obtenir un allègement du fardeau réglementaire, social et fiscal qui plombe sa compétitivité ;
- Le combat crucial pour **le maintien des centres de décision dans le département** ;
- Le combat pour **accélérer le déploiement des réseaux numériques, fibre, 4G, satellite**, en obtenant des assurances de la région sur le calendrier et la prise en charge financière de ces réseaux ;
- Le combat pour **préserver l'investissement du département sans augmenter les impôts**, qui devrait nous conduire à faire d'autres choix budgétaires, comme nous vous le proposons à chaque commission permanente pour plusieurs millions d'euros.

C'est par ces questions budgétaires que je voudrais conclure, Madame la Présidente. Chacun sait que le contexte général est compliqué, entre des dotations en baisse, et des dépenses d'aide sociale en hausse. Dans ce contexte, nous avons une demande, et de nombreuses propositions à vous formuler.

Notre demande, c'est que vous renonciez à votre projet d'augmentation des impôts qu'on lit à travers les lignes. **Vous dites souvent que vous avez perdu la compétence économique. Je me répète : c'est faux.** Quand on prélève des centaines de millions d'euros en taxes divers sur les ménages et les entreprises, on a un levier économique majeur. A chaque fois que vous augmentez les impôts, comme vous l'avez fait l'an passé avec une hausse de 7% de la Taxe Foncière, vous détruisez indirectement du pouvoir d'achat et des emplois. Prenez conscience que la hausse des impôts ne peut pas être éternelle, que les Finistériens en ont ras le bol, et qu'il y a bien un moment où il faut dire stop.

Nos propositions, elles porteront sur des pistes d'économie sur les frais de fonctionnement.

Nous vous proposons de porter la durée du travail à 35 heures - ce qui n'est pas le cas pour une raison qui nous échappe complètement - ce qui générerait d'après nos calculs 2,5 millions d'euros. Voilà de l'argent qui pourraient être rendu en partie aux agents sous la forme de primes au mérite, et en partie utilisé pour préserver l'investissement.

Nous vous proposons d'engager une politique claire de non remplacement des départs en retraite, qui permettra de sortir de la politique actuelle de suppression de postes au fil de l'eau, sans aucun cap à nouveau, qui plonge l'ensemble du personnel dans un malaise très profond dont il faut absolument sortir.

Nous vous proposons de rendre notre département exemplaire en réduisant de 10% les frais de cabinet et de communication dont notre petit doigt nous dit qu'ils sont en nette augmentation. En mettant fin à des traditions d'un autre âge qui conduisent les élus à déjeuner au restaurant après chaque commission, aux frais du département. En demandant aux vice-présidents de renoncer à leurs voiture avec chauffeur dans lesquelles ils sillonnent le département, ce qui leur évitera de perdre leur autonomie en continuant à conduire.

Voilà ce que nous aurions mis dans notre projet départemental et dans notre budget. De petites choses et de grandes choses. **Des avancées modestes** mais concrètes dans le fonctionnement des services départementaux, **et de grandes ambitions pour notre territoire qui mérite qu'on se batte pour lui.**

Je vous remercie.